

L'avis de l'expert

Quand le microcrédit enferme les plus pauvres dans la dette

À la veille de la remise du Prix Nobel de la paix, dimanche à Stockholm, à Muhammad Yunus, notre expert relativise la portée du microcrédit, qui ne touche pas les plus pauvres et qui est vanté notamment par nombre de néolibéraux

Les petits prêts des organisations de microcrédit sont-ils le principal besoin des populations les plus pauvres et ces institutions peuvent-elles fortement contribuer à créer une dynamique de croissance des revenus en permettant à ces populations devenues des micro-capitalistes d'investir productivement?

L'expansion très rapide de la microfinance contemporaine dans presque tous les pays s'appuie sur les besoins de services financiers de centaines de millions de personnes. Si, dans les pays développés l'exclusion financière et la pauvreté se recouvrent en grande partie, dans les pays en développement la masse de la population qui n'a pas accès à des services financiers est infiniment plus large que la population pauvre.

Imaginons une pyramide. À sa base se trouvent les populations en permanence en dessous de la ligne de pauvreté. Contrairement à nombre d'idées reçues, le microcrédit s'adresse exceptionnellement à cette clientèle et quand il le fait les risques de surendettement sont considérables. Au-dessus de la ligne de pauvreté se trouvent des populations qui de façon chronique tombent dans la pauvreté; elles n'y sont pas de façon permanente mais connaissent une situation de plus ou moins forte précarité. Pour elles, des services d'épargne et d'assurance sont

Le microcrédit présente un risque fort d'accroître les inégalités et il ne peut pas prétendre être une forme de solidarité

souvent plus pertinents que le microcrédit. Enfin entre ces populations et le sommet de la pyramide, que constituent les populations financièrement intégrées, se trouve une masse de petits producteurs, de petits commerçants et de petits salariés qui peuvent offrir à certaines formes adaptées de microcrédit une véritable opportunité.

Mais, en privilégiant des clientèles en réalité au-dessus de la ligne de pauvreté et sans que soient apportés aux populations les plus démunies des services de base, coûteux pour les finances publiques, le microcrédit présente un risque fort d'accroître les inégalités et il ne peut pas prétendre être une forme de solidarité.

Réduire l'exclusion financière à une absence d'accès au crédit est erroné. Si plus de cent millions de personnes dans le monde ont ainsi aujourd'hui la possibilité d'emprunter grâce au microcrédit, cela ne leur donne pas la possibilité d'épargner et de s'assurer. Nombre d'organisations n'offrent que des services de crédit, en raison soit de réglementations bancaires nationales, soit de la philosophie de leur organisation.

Il est tout aussi dangereux de laisser croire que ces petits prêts aient pour finalité principale l'investissement productif. Des études d'impact rigoureuses montrent que généralement le microcrédit améliore la gestion des budgets des familles (en faisant la soudure entre les périodes de besoin et celles de perception des revenus). Il peut stabiliser



Jean-Michel Servet

Professeur à l'IUED de Genève et fondateur du programme de recherche sur la microfinance de l'Institut français de Pondichéry

des petites activités entrepreneuriales, ce qui est fort utile. Toutefois, le plus souvent ces microcrédits sont utilisés pour des dépenses de santé, d'alimentation et d'habitat. Selon des analyses menées en Amérique latine, en Asie et en Afrique, ces dépenses l'emportent sur des investissements productifs parmi les populations à faible revenu.

Ce détournement des prêts pour la gestion inter-temporelle des budgets domestiques explique des taux élevés de participation et de remboursement des femmes, qui en tant que mères et épouses sont généralement beaucoup plus impliquées dans la gestion au quotidien des ressources des ménages que les hommes. Quand le crédit sert à l'achat de biens (comme des médicaments) fabriqués en dehors des lieux où vivent les emprunteurs, un effet multiplicateur local sur les revenus est nul. La faible contribution du microcrédit à des investissements productifs additionnels, les faibles opportunités de répondre à des demandes solvables, le manque de capacités à trouver des débouchés (en particulier du fait d'une absence de formation) et cette fuite de revenus hors des économies locales expliquent aussi comment le microcrédit conduit au surendettement. Ces dettes créent alors plus de drames qu'd'espoirs.

Comment comprendre qu'au Bangladesh, le marché au monde le plus saturé par l'offre de petits prêts, et dont les vingt plus importantes institutions de microcrédit touchent 21 millions de familles (soit 105 millions de personnes sur une population totale de 147 millions d'habitants) le taux de pauvreté mesuré officiellement par le pourcentage de la population disposant de moins d'un dollar par jour soit de 36% en 2000 comme en 1992? En 1996, alors que la médiatisation de la Grameen Bank était de plus en plus forte, une étude avait montré que 55% de ses clients n'arrivaient toujours pas au bout de huit ans d'emprunts à satisfaire les besoins alimentaires de base de leur famille. Cela n'a jamais empêché la majorité des adeptes du microcrédit de soutenir que la Grameen Bank était un modèle.

Affirmer que le risque pour les prêteurs serait limité parce que les taux de remboursement sont élevés est ignorer que nombre d'organisations (et parmi elles la Grameen Bank du Bangladesh) rééchelonnent de nombreux prêts. On retrouve ici une pratique courante des prêteurs privés informels qui recherchent un versement régulier des intérêts et non un remboursement du capital prêté; un peu à la manière d'un propriétaire qui perçoit un loyer de ses locataires et ne cherche pas à leur vendre l'appartement. On observe alors une forte dépendance des clients des organisations de microcrédit.

Il ne faut pas en rester à l'observation des taux de remboursement et des risques individuels (que certaines organisations couvrent par des assurances ou des épargnes obligatoires) mais analyser aussi les risques collectifs liés aux conditions climatiques, politiques, économiques, etc. qui frappent brutalement certaines régions et qui font que des réseaux paraissant jusque-là solides s'effondrent soudainement quand des aides extérieures ne viennent pas

combler les déficits internes. Cela a été le cas de la Grameen Bank qui, en 2002, a dû privilégier les prêts individuels et abandonner son modèle de micro-prêts solidaires.

Un nombre limité d'organisations de microfinance peut être rentable ou financièrement autonome. Ce sont des opportunités pour des investisseurs acceptant des risques élevés et voulant diversifier leurs portefeuilles, en particulier par des placements éthiques ou de partage. Toutefois, cet apport extérieur n'est certainement pas le plus grand besoin des pays en développement, contrairement à nombre d'idées reçues sur l'aide privée ou publique au développement.

Une étude menée par le Fonds monétaire international en 2004 montrait que sur 54 pays africains, 50 connaissaient une situation de sur-liquidité. La même observation peut être faite dans un grand nombre de pays en développement. Plus que de placements du Nord finançant une microfinance permettant des placements très rentables au Sud, commercialisation récemment critiquée par Muhammad Yunus, ces pays ont souvent davantage besoin de fonds internationaux et locaux de garantie encourageant les banques locales à prêter.

Le fonds international de garantie de Genève en est un exemple; y cohabitent notamment des militants issus du coopératisme et mutualisme helvétique, la fondation Soros et des collectivités locales. De plus, une épargne en sécurité est souvent un service plus important que le crédit, en particulier pour les populations les plus démunies. Les transferts financiers pour les migrants et la micro-assurance sont aussi des services financiers essentiels, compte tenu de la financiarisation croissante des sociétés. Une aide technique et financière peut soutenir leur développement.

Les mérites du microcrédit sont vantés notamment par nombre de néolibéraux qui naguère soutenaient sans réserve les politiques macroéconomiques d'ajustement structurel et qui aujourd'hui font la promotion d'investissements socialement responsables profitables. Cette mode du microcrédit a le mérite d'attirer l'attention des autorités publiques sur les besoins de services financiers même des plus pauvres. La microfinance, en tenant compte de la diversité de ses services (étendus à l'épargne, l'assurance et les transferts) peut être un filet de sûreté pour les plus démunis. Mais il est dangereux de laisser croire que le microcrédit puisse être un puissant facteur de croissance des revenus des plus pauvres.

Pour ces populations, les besoins en éducation primaire et d'alphabétisation des adultes, en soins et en prévention des risques, en eau potable, en latrines et en communication notamment, sont bien plus urgents aujourd'hui à satisfaire que la diffusion à grande échelle du microcrédit. Cette généralisation de l'endettement ne peut ni répondre à ces besoins essentiels, ni permettre un développement socialement durable nécessaire pour tous.

Jean-Michel Servet est l'auteur de «Banquiers aux pieds nus. La microfinance» (Paris, Odile Jacob, 2006).